

Rénovation de l'enquête CAMME : de l'échantillonnage au calcul de précision, en passant par l'allocation optimale entre les enquêteurs.

Marc CHRISTINE¹, Laurent DAVEZIES², Matthieu MORANDO³ et Sylvie ROUSSEAU¹

¹ INSEE, UMS

² DEP

³ INSEE, Direction Régionale d'Alsace

Depuis la fin des années cinquante, l'INSEE mène régulièrement une enquête de conjoncture auprès des ménages (CAMME), avec pour objectif de dépeindre, mois par mois, l'opinion que se font les ménages de la situation économique générale de la France et de leur situation financière personnelle, ainsi que leurs intentions en matière d'épargne et d'achats de biens d'équipement. Ces informations sont destinées à fournir une aide au diagnostic conjoncturel de l'économie française et européenne.

Une refonte de cette enquête a été conduite en 2003, sous le triple objectif d'adapter le questionnaire aux nouvelles demandes européennes, d'améliorer les traitements statistiques amont et aval et de moderniser la chaîne informatique devenue obsolète.

Une partie introductive s'attachera à la description du dispositif d'enquête, dans son contexte européen, et à l'organisation de la collecte. Nous insisterons notamment sur les particularités liées au mode de collecte utilisé (questionnaire administré par enquêteur par téléphone sous CAPI), en regard du caractère conjoncturel des variables observées.

Nous décrivons dans une deuxième partie la phase d'échantillonnage. Sa particularité est d'être effectuée dans l'annuaire électronique de France Télécom (pages blanches), expurgé notamment des listes d'opposition. Un tirage aléatoire simple dans cette base aurait tendance à sous-représenter notamment la population urbaine, du fait de la fréquence relativement plus importante des abonnés en liste rouge ou orange dans cette population. Il a donc fallu intégrer dans le plan de sondage les taux de pénétration des listes d'opposition par zone géographique et ainsi échantillonner les abonnés à probabilités inégales. Par ailleurs, nous utilisons une stratification explicite selon le degré d'urbanisation et le caractère individuel ou collectif du logement, complétée d'une stratification implicite, obtenue par tri préalable du fichier par région, commune puis, en mineur, selon une typologie intégrant des données socio-démographiques, urbanistiques et géographiques. Chaque mois - sauf en août - 1100 nouveaux abonnés sont ainsi sélectionnés puis interrogés trois mois consécutifs.

Une troisième partie sera consacrée à la phase d'allocation des fiches-adresses aux enquêteurs. Bien que l'enquête soit réalisée par téléphone, donc sans déplacement d'enquêteur, il a été jugé préférable que les enquêteurs, répartis sur 8 Directions régionales, se voient attribuer des numéros échantillonnés relatifs à des zones géographiques plus ou moins proches de leur domicile et correspondant à un partage approximatif du territoire en 8 grandes zones. A cette occasion a été mis au point un algorithme d'optimisation des allocations de fiches-adresses permettant de minimiser un critère de distance sous une contrainte de charge par enquêteur, à nombre d'enquêteurs et taille de l'échantillon fixés. Cet algorithme pourrait être utilisé et généralisé dans un cadre plus large.

Enfin, l'amélioration de la qualité de l'enquête passe par différentes phases : correction de la non-réponse partielle, redressements et calage sur marges (utilisant l'enquête Emploi comme source de référence). La logique retenue, basée sur la simplicité des traitements et la robustesse des modèles d'imputation utilisés, permet de répondre aux contraintes fortes imposées en termes

de délai d'élaboration des résultats. Cette partie sera complétée d'un éclairage sur les calculs de précision effectués, qui tiennent compte des particularités du plan de sondage et des traitements aval.

En conclusion, nous évoquerons rapidement les perspectives d'amélioration de cette enquête, centrale sur le plan du diagnostic conjoncturel. Des études complémentaires devraient permettre de mieux connaître les déterminants de l'opinion des ménages sur la situation économique. Par ailleurs, des opérations méthodologiques (insérées dans le dispositif d'enquêtes permanentes sur les conditions de vie des ménages, PCV) devraient permettre ultérieurement, d'une part, d'analyser les disparités d'inscription sur les listes d'opposition et le phénomène de substitution du portable au téléphone filaire et, d'autre part, de mesurer le biais induit par l'utilisation d'une base de sondage incomplète en comparant les réponses obtenues lors d'entretiens en face à face à celles issues de l'enquête téléphonique.
